



**PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT**

**Compte rendu intégral
des interpellations
et des questions**

**Commission chargée des questions
européennes**

**RÉUNION DU
LUNDI 28 JUIN 2021**

SESSION 2020-2021

**Integraal verslag
van de interpellaties
en de vragen**

**Commissie belast met de Europese
Aangelegenheden**

**VERGADERING VAN
MAANDAG 28 JUNI 2021**

ZITTING 2020-2021

Le **compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité de la direction des comptes rendus. La traduction est un résumé.

Publication éditée par le
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Direction des comptes rendus
Tél. : 02 549 68 02
E-mail : criv@parlement.brussels

Les comptes rendus peuvent être consultés à l'adresse
www.parlement.brussels

Het **integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de directie Verslaggeving. De vertaling is een samenvatting.

Publicatie uitgegeven door het
Brussels Hoofdstedelijk Parlement
Directie Verslaggeving
Tel. 02 549 68 02
E-mail criv@parlement.brussels

De verslagen kunnen geraadpleegd worden op
www.parlement.brussels

SOMMAIRE

Demande d'explications de Mme Latifa Aït Baala 1

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "la création par la Commission européenne du poste de coordinatrice antiracisme".

Discussion – Orateurs :

Mme Latifa Aït Baala (MR)

M. Pascal Smet, secrétaire d'État

Question orale de M. Geoffroy Coomans de Brachène 3

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

concernant "le sommet européen de Porto".

INHOUD

Vraag om uitleg van mevrouw Latifa Aït Baala 1

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de oprichting van de functie van antiracismecoördinator door de Europese Commissie".

Bespreking – Sprekers:

Mevrouw Latifa Aït Baala (MR)

De heer Pascal Smet, staatssecretaris

Mondelinge vraag van de heer Geoffroy Coomans de Brachène 3

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de Europese top in Porto".

101 Présidence : M. Rachid Madrane, président.

105 **DEMANDE D'EXPLICATIONS DE MME LATIFA AÏT BAALA**

105 à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

105 concernant "la création par la Commission européenne du poste de coordinatrice antiracisme".

107 **Mme Latifa Aït Baala (MR).**- En septembre 2020, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen déclarait qu'il était "temps à présent de construire une union véritablement antiraciste – en condamnant le racisme, mais aussi en agissant". Ce discours, dont je partage profondément les idées, s'inscrivait dans la présentation du nouveau plan d'action européen contre le racisme.

La Commission européenne, dans le cadre de ce même plan, a récemment créé un nouveau poste, à savoir celui de coordinatrice en matière de lutte contre le racisme. Michaela Moua endossera ce rôle. Son travail consistera à faire le relais entre, d'une part, les personnes issues de minorités ethniques ou raciales et, d'autre part, les autorités européennes, les États membres, le Parlement européen, etc.

Nul besoin de rappeler qu'aucun individu ne doit subir, au cours de sa vie, l'une ou l'autre discrimination pouvant porter atteinte à sa dignité, à son bien-être ou à sa sécurité personnelle. Pourtant, c'est malheureusement encore le cas de trop nombreux citoyens et citoyennes. Le parlement a d'ailleurs récemment organisé des assises de lutte contre le racisme.

M. le secrétaire d'État, une première rencontre entre notre Région et Mme Michaela Moua a-t-elle eu lieu ou est-elle prévue ? Dans l'affirmative, qui serait a priori présent autour de la table et quels seront les thèmes abordés en priorité ?

Dans quelle mesure Mme Moua aura-t-elle des vues sur nos politiques régionales en matière de lutte contre le racisme et les discriminations ? Son rôle sera-t-il uniquement consultatif ?

109 La Commission européenne a-t-elle défini des objectifs spécifiques pour notre ville-région ? Si oui, quels sont-ils, et les jugez-vous suffisamment ambitieux, après analyse éventuelle des points avec la secrétaire d'État Ben Hamou ? Comment notre Région s'aligne-t-elle face à cette initiative européenne ? Des contacts avec la ministre des affaires étrangères, voire avec vos homologues flamand et wallon s'avèrent-ils nécessaires pour accorder les violons belges ?

Une concertation est-elle prévue avec le cabinet de Mme Ben Hamou, secrétaire d'État chargée de l'égalité des chances ?

Voorzitterschap: de heer Rachid Madrane, voorzitter.

VRAAG OM UITLEG VAN MEVROUW LATIFA AÏT BAALA

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

betreffende "de oprichting van de functie van antiracismecoördinator door de Europese Commissie".

Mevrouw Latifa Aït Baala (MR) (in het Frans).- In september 2020 sprak voorzitter van de Europese Commissie Ursula von der Leyen zich uit voor een Europees antiracismebeleid.

Op grond van haar nieuwe actieplan tegen racisme heeft de Europese Commissie een antiracismecoördinator aangesteld. Michaela Moua zal als eerste die functie uitoefenen. Ze zal een brug slaan tussen etnische en raciale minderheden en de Europese autoriteiten, de lidstaten, het Europees Parlement enzovoort.

Heeft er al een eerste ontmoeting met mevrouw Moua plaatsgevonden of staat die gepland?

In hoeverre krijgt mevrouw Moua iets te zeggen over het Brusselse beleid inzake de strijd tegen racisme en discriminatie? Is haar rol louter adviserend?

Heeft de Europese Commissie specifieke doelstellingen voor het Brussels Gewest bepaald? Zo ja, zijn die ambitieus genoeg? Moet er overlegd worden met de federale minister van Buitenlandse Zaken en uw Vlaamse en Waalse ambtsgenoten om tot een gezamenlijk standpunt te komen?

Overlegt u met staatssecretaris voor Gelijke Kansen Ben Hamou? Heeft haar kabinet contact met de nieuwe Europese coördinator?

Ce cabinet a-t-il l'une ou l'autre relation avec la nouvelle coordinatrice européenne ?

Avez-vous mis en place une stratégie de dialogue ou un programme de rencontres ? Existe-t-il un coordinateur antiracisme en Région bruxelloise ? Si oui, de qui s'agit-il ? Quelles sont ses principales missions ? Comment le dialogue s'organise-t-il avec le gouvernement bruxellois ?

La stratégie de lutte contre le racisme fait partie intégrante des enjeux fondamentaux pour bon nombre d'exécutifs, et ce, indépendamment du niveau des pouvoirs. L'Union européenne invite en ce sens les États membres à adopter des plans d'action contre le racisme et la discrimination d'ici à la fin de 2022.

Où en est le gouvernement bruxellois à cet égard ? Quelles sont les évolutions du plan bruxellois en matière de lutte contre le racisme ? De nouvelles mesures, démarches, stratégies ou avancées ont-elles été développées récemment ? Comment abordez-vous la question à ce jour ?

Je réitère la question que j'ai posée à Mme Ben Hamou : comment travaillez-vous avec le gouvernement fédéral de façon à dégager de nouvelles perspectives et mesures pour 2022 ?

¹¹¹ **M. Pascal Smet, secrétaire d'État.**- Comme vous venez de le dire, Mme Michaela Moua a été nommée au poste de coordinatrice en matière de lutte contre le racisme le 17 mai 2021. Cette initiative va effectivement dans le sens d'une intensification des efforts en faveur de la lutte contre le racisme dans le cadre d'une relation étroite entre les pays de l'Union européenne, la société civile et d'autres parties prenantes.

À ce stade, ni mon cabinet, ni le cabinet de Mme Ben Hamou, ni mon administration, ni l'administration de Mme Ben Hamou n'ont été contactés par la coordinatrice fraîchement désignée. Le contraire serait étonnant : il est logique qu'elle s'installe d'abord et développe sa politique.

Il va de soi que nous sommes à sa disposition si elle souhaite nous rencontrer. Nous pourrions lui expliquer nos actions et nos attentes. Pour l'heure, personne n'a été en contact avec elle, pas même la Délégation de la Région de Bruxelles-Capitale auprès de l'Union européenne. Ce poste étant une première, nous ne savons pas exactement en quoi il consiste.

Il est clair que l'Union européenne et la Commission européenne sont en premier lieu en contact avec les États membres, et non les Régions.

¹¹³ **Mme Latifa Aït Baala (MR).**- Ma question était peut-être prématurée. Nous allons attendre que Mme Moua se mette au travail.

Même si ce travail se fait dans le cadre des relations avec les États membres, il n'en demeure pas moins que chaque année est publié un rapport sur les droits et les droits humains en particulier. De même, un suivi va être mis en place à l'échelon européen et notre

Heeft het Brussels Gewest een antiracismecoördinator? Zo ja, wat zijn de belangrijkste taken van die coördinator en hoe koppelt hij of zij terug naar de regering?

De Europese Unie spoort haar lidstaten aan om tegen eind 2022 allemaal een actieplan tegen racisme en discriminatie in te voeren. Hoever staat Brussel daarmee? Zijn er onlangs nog nieuwe maatregelen, stappen of strategieën ingevoerd?

Zoals ik ook al aan staatssecretaris Ben Hamou vroeg: hoe werkt u samen met de federale regering aan een plan tegen 2022?

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- Met de aanstelling van mevrouw Michaela Moua op 17 mei 2021 worden de inspanningen voor de strijd tegen racisme opgevoerd.

Tot dusver is noch mijn kabinet of administratie, noch dat van staatssecretaris Ben Hamou benaderd door de kersverse coördinator. Daarvoor is het nog te vroeg. Bovendien zijn de lidstaten, en niet de gewesten, het eerste aanspreekpunt voor de EU en de Europese Commissie. Uiteraard staan wij ter beschikking van mevrouw Moua als zij ons wil ontmoeten.

Mevrouw Latifa Aït Baala (MR) (in het Frans).- Mijn vraag was dus ietwat voorbarig. We zullen afwachten tot mevrouw Moua aan het werk gaat.

Mevrouw Moua mag dan wel voornamelijk contact hebben met de lidstaten, dat neemt niet weg dat er elk jaar een rapport wordt opgesteld over de rechten en de mensenrechten in het bijzonder.

Région fera l'objet d'un examen. Je reviendrai donc vers vous en temps voulu.

- *L'incident est clos.*

Ook de situatie in Brussel komt daarbij aan bod. Ik kom daar dus later bij u op terug.

- *Het incident is gesloten.*

QUESTION ORALE DE M. GEOFFROY COOMANS DE BRACHÈNE

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER GEOFFROY COOMANS DE BRACHÈNE

à M. Pascal Smet, secrétaire d'État à la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'urbanisme et du patrimoine, des relations européennes et internationales, du commerce extérieur et de la lutte contre l'incendie et l'aide médicale urgente,

aan de heer Pascal Smet, staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed, Europese en Internationale Betrekkingen, Buitenlandse Handel en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

concernant "le sommet européen de Porto".

betreffende "de Europese top in Porto".

M. Geoffroy Coomans de Brachène (MR).- Les dirigeants de l'Union européenne, les institutions européennes, les partenaires sociaux et les représentants de la société civile se sont réunis à Porto pour relancer leur engagement en faveur de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux.

De heer Geoffroy Coomans de Brachène (MR) (in het Frans).- *De leiders van de Europese Unie, sociale partners en vertegenwoordigers van het middenveld zijn in Porto bijeengekomen om zich te buigen over de Europese pijler van sociale rechten.*

Lors de la conférence à haut niveau organisée le 7 mai par la présidence portugaise dans le cadre du sommet social de Porto, les participants ont examiné les moyens de définir le programme européen de politique sociale pour la prochaine décennie et de faire en sorte que nous relevions les défis du présent et de l'avenir en ne laissant personne de côté.

De deelnemers hebben onderzocht hoe het Europese sociaal beleid voor het volgende decennium kan worden uitgestippeld.

Les discussions se sont articulées autour de trois grands axes, à savoir le travail et l'emploi, les compétences et l'innovation, et enfin l'État-providence et la protection sociale.

De besprekingen hadden betrekking op werk en werkgelegenheid, competenties en innovatie en ten slotte de verzorgingsstaat en sociale bescherming.

Compte tenu des informations qui précèdent, quelle position la Belgique a-t-elle défendue au nom du gouvernement fédéral et des entités fédérées ?

Welk standpunt heeft België verdedigd?

Welke contacten onderhouden uw kabinet en administratie met de federale regering en het Portugese voorzitterschap in het kader van deze Europese bijeenkomsten? Wat hebben ze opgeleverd?

Quels contacts votre cabinet et votre administration entretiennent-ils avec les autorités fédérales dans le cadre de ces rencontres européennes ? Des contacts ont-ils eu lieu avec le commissaire à l'Europe et la présidence portugaise dans ce cadre ? Dans l'affirmative, qu'en est-il ressorti ?

M. Pascal Smet, secrétaire d'État.- La Belgique a adopté une attitude proactive en collaborant avec l'Espagne à la rédaction d'une note libre (non paper) avant la tenue du sommet social. Cette note se focalisait sur le soutien de la Belgique au plan d'action sur le socle européen des droits sociaux. Pour la Belgique, le socle européen s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de long terme équilibrée et du redressement après la crise du Covid-19, et doit servir de base à des standards sociaux minimaux au sein de l'Union européenne.

De heer Pascal Smet, staatssecretaris (in het Frans).- *België heeft een proactieve houding aangenomen door samen met Spanje nog vóór de top een non-paper op te stellen. Volgens België past de Europese pijler in een evenwichtige langetermijnstrategie en moet hij de basis vormen voor sociale minimumnormen in de Europese Unie.*

België wil een stap verder zetten bij de uitvoering van het actieplan omdat het herstel na de Covid-19-crisis en de digitale en ecologische transitie enorme kansen bieden om die uitvoering te versnellen en de pijler op te nemen in langetermijnstrategieën.

La Belgique a indiqué vouloir faire un pas supplémentaire dans la mise en œuvre du plan d'action, étant donné que le redressement après la crise du Covid-19 et les transitions numérique et écologique offrent d'énormes chances d'accélérer cette mise en

De contacten verlopen via de directie-generaal Europese Zaken en Coördinatie. De deelstaten hebben meegewerkt aan de non-

œuvre et d'intégrer le socle dans des stratégies de long terme. En outre, la position belge a souligné la nécessité de profiter de cette dynamique pour soutenir une convergence sociale vers le haut et un progrès social réel dans l'Union européenne.

Les contacts dans ces dossiers se font par la procédure officielle de la direction générale de la coordination et des affaires européennes (DGE). La Belgique étant représentée au sommet social par le Premier ministre Alexander De Croo, l'administration fédérale a pris la direction de la préparation du sommet. Cependant, les entités fédérées ont contribué à la note libre et à la position générale belge par le biais de la procédure de la DGE. Les commentaires et la contribution de la Région de Bruxelles-Capitale ont ainsi été pris en considération dans la préparation de la position belge finale.

Il n'y a pas eu de concertation avec le Commissaire à l'Europe et aux organisations internationales, car ce dernier n'a pas pour mission d'intervenir en la matière. La mission du commissaire consiste à entretenir les relations entre le gouvernement régional et les institutions européennes et internationales et à préserver le rôle de Bruxelles en tant que centre de décision européen et international. Il n'appartient donc pas à M. Hutchinson de proposer une stratégie sur la question que vous avez soulevée, ni d'intervenir dans les modalités d'organisation d'un Conseil européen.

Il s'agit principalement des aspects sécuritaires qui, depuis 2002, sont traités par le Centre de crise national sur la base d'une approche coordonnée avec la présidence en exercice de l'Union européenne, la future présidence, le secrétariat général du Conseil et l'ensemble des autorités et services belges concernés : Premier ministre, ministres de l'intérieur, des affaires étrangères, de la justice, de la santé publique, de la défense, le parquet fédéral, les provinces et communes concernées, les services de police et de renseignement et l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace.

123

M. Geoffroy Coomans de Brachène (MR). - Je vous remercie pour ces réponses assez claires. Je suis heureux que vous ayez pu parler au nom de la Belgique et que vous ayez été entendu par les autorités fédérales sur des questions importantes.

Ce pacte social est essentiel pour une Région comme Bruxelles. Il est important de prendre en considération notre position, car nous ne sommes pas une petite région décentrée au milieu de nulle part, qui ne tient pas compte de l'Union européenne. Nous savons que l'Union européenne a des incidences énormes sur notre territoire. C'est la raison pour laquelle je me permets de vous interroger régulièrement sur cette matière.

Je sais que vous avez demandé à exercer ces compétences mais je tiens à m'assurer que vous êtes bien au fait de la situation. Je ne manquerai pas de revenir vers vous à l'occasion d'autres sommets.

- *L'incident est clos.*

paper. Bij de voorbereiding van het Belgische standpunt werd rekening gehouden met de opmerkingen en bijdrage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Er heeft geen overleg plaatsgevonden met de heer Hutchinson, commissaris voor Europa en de Internationale Organisaties, want deze kwestie houdt geen verband met zijn opdracht, die erin bestaat om als contactpersoon op te treden tussen de Brusselse regering en de Europese en internationale instellingen.

Het aspect veiligheid wordt sinds 2002 aangepakt door het Nationaal Crisiscentrum, dat samenwerkt met de Europese instellingen en alle betrokken Belgische overheden en instanties.

De heer Geoffroy Coomans de Brachène (MR) *(in het Frans).* - *Ik ben blij dat de federale overheid rekening heeft gehouden met het Brusselse standpunt over deze belangrijke onderwerpen.*

Dit sociale pact is van cruciaal belang voor het Brussels Gewest. De Europese Unie heeft een enorme impact op ons grondgebied.

U bent goed op de hoogte van de situatie.

- *Het incident is gesloten.*

